

LA SOCIÉTÉ CIVILE ALGÉRIENNE EN MOUVEMENT

Rapport d'évaluation de l'action du CISP en faveur de la promotion des droits humains

en Algérie

2006-2015

Résumé

Antoinette Chauvenet¹
Avril 2016

Avant-propos

Cette évaluation s'appuie sur une centaine de rencontres dont une douzaine de questionnaires, soit 88 entretiens ou réunions (focus groupes, réunions de co-pilotage...) enregistrés qui représentent plus de cent-cinquante personnes rencontrées. S'y ajoutent les textes concernant les contenus des différentes formations, les différents projets et rapports du CISP.

Le rapport commence par situer l'action du CISP au regard de l'histoire et de la philosophie des droits de l'Homme et aussi au regard des critiques dont ils ont été l'objet. Il aborde ensuite le principe de cohérence qui guide globalement l'action du CISP, c'est-à-dire l'éthique relationnelle, puis il rapporte les contenus des différentes formations proposées aux bénéficiaires de l'action du CISP et les pédagogies qu'elles mettent en œuvre. Il présente ensuite les résultats : comment les partenaires et les bénéficiaires qui ont été formés ont accueilli ces formations et les ont utilisées. Il décrit ensuite le développement de l'action du CISP, ses formes et ses moyens, pour finir par les demandes, les critiques, les suggestions et l'appréciation globale des activités du CISP par ceux qui ont travaillé avec cette ONG et ont bénéficié de son action

Ces différents points seront abordés, l'accent étant mis sur les résultats.

Contrairement à une représentation fort répandue, les droits de l'Homme ne sont pas indépendants de la démocratie, voire un produit occidental ; ils en sont la condition. Lorsque les révolutionnaires français, puis les indépendantistes américains proclament les droits de l'Homme, c'est pour fonder des républiques. C'est ce que montre l'histoire mondiale depuis la fin du XVIIIème siècle. Lorsqu'Averroès transmet, au douzième siècle, aux pays

¹ Antoinette Chauvenet, sociologue, CNRS/EHESS, Paris.

occidentaux, la philosophie politique des grecs, il proclame la liberté du sujet. Et c'est de cette philosophie que se réclameront les philosophes et les révolutionnaires français.

Pourtant les droits de l'Homme font l'objet d'une critique récurrente. La plus importante c'est celle selon laquelle ils proclameraient des droits purement individuels et subjectifs : d'abord, « J'ai droit à ». Et il est vrai que certains auteurs occidentaux s'inquiètent de voir le Droit se subjectiviser de plus en plus au détriment des valeurs collectives – comme le peuple, la démocratie, la République –. Par exemple, la Cour européenne des Droits de l'Homme proclame le droit pour chacun d'établir les détails de son identité personnelle.

Cependant, il ne faut pas confondre individualisme et subjectivation. Que par ailleurs les droits humains aient leur siège dans la personne de l'individu ne signifie pas pour autant qu'on puisse parler d'individualisme. Les droits humains sont réciproques et représentent un pouvoir social considérable.

Des auteurs s'inquiètent aussi de l'absence de place dévolue à la dimension communautaire des droits de l'Homme. Un des intérêts de la démarche du CISP est précisément de n'agir en faveur des droits humains qu'à travers leur dimension communautaire et collective. C'est le cas notamment de la « Clinique de Concertation » et du Travail Thérapeutique de Réseau qui sont pleinement un travail au niveau communautaire, puisqu'il s'agit de prendre soin tout à la fois de la communauté familiale, de voisinage, professionnelle et politique locale, la communauté professionnelle étant organisée en réseau autour des membres des familles en difficulté. Platon n'écrivait-il pas que « la démocratie c'est prendre soin de la Cité ? ».

« Clinique de Concertation » et Travail Thérapeutique de Réseau, issus de la thérapie contextuelle, fonctionnent à partir de l'éthique relationnelle, c'est-à-dire à partir du donner-recevoir/prendre-rendre selon un principe de justice. À partir de quoi on peut affirmer que la « Clinique de Concertation » peut être considérée comme la matrice de relations démocratiques. Pourquoi ? Parce que, comme l'a écrit Spinoza, « la démocratie est la stricte conséquence de l'éthique. De même l'anthropologue Marcel Mauss considérait l'exigence démocratique comme l'aboutissement de l'esprit du don. En « Clinique de Concertation » l'éthique relationnelle est démocratique parce que la parole des différents membres de la famille et celle des professionnels ont la même valeur.

La « Clinique de Concertation » et le Travail Thérapeutique de Réseau non seulement constituent la matrice de relations démocratiques, mais ils constituent également la matrice de l'ensemble de la démarche du CISP.

Qu'il s'agisse de la Gestion Positive des Conflits, de la Philosophie pour enfants, de l'engagement, de « Graine de citoyen », des apprentissages à destination des jeunes et des animateurs en matière de Conseils Communaux des Jeunes, ou de Conseils Communaux des Jeunes, d'« Un monde selon les femmes », de l'Université d'automne ou du certificat des droits de l'Homme, l'action du CISP apprend la démocratie concrète dans les relations. Elle apprend le fonctionnement démocratique au sein de la famille, à l'école, dans le fonctionnement professionnel et dans le fonctionnement des associations. L'éthique relationnelle vécue, expérimentée est le fil rouge de la démarche du CISP. Elle crée des espaces communs démocratiques multiples qui, dans le temps, vont se multipliant et s'élargissant. Dans l'ensemble de ses formations est également présente la part faite au conflit, inhérent au pluralisme caractéristique de la scène démocratique, où est visée la substitution, aux affrontements, violents des affrontements civils ou civilisés.

Vont être abordés et déclinés maintenant les différents traits qui caractérisent la démarche du CISP, en premier lieu quatre dimensions innovantes de celle-ci.

1. L'ensemble des formations et actions du CISP sont des formations innovantes dans leur contenu. C'est le cas de la « Clinique de Concertation », où l'Algérie est le premier pays africain dans lequel elle s'implante. L'Algérie est aussi le premier pays du Maghreb dans lequel s'implantent la thérapie contextuelle et le certificat des droits de l'Homme. C'est là une des originalités de la démarche. La seconde originalité tient à sa stratégie d'intervention, la troisième à ses outils pédagogiques.

2. En matière de stratégie, l'originalité du CISP tient à la conception et à l'organisation de son dispositif d'intervention, à savoir la conjugaison de ses actions à différents niveaux. Il conjugue sur les mêmes territoires les actions au niveau des familles, des établissements scolaires, des quartiers, des lieux d'accueil, de la rue, c'est-à-dire au niveau le plus local, d'autre part au niveau des associations, des collectifs de travail, des professionnels, des journalistes, de la LADDH, du réseau des avocats considérés comme des médiations entre le politique et les citoyens.

3. Il conjugue également les portes d'entrée. Par exemple les maisons des droits de l'Homme ou bien le Centre de Documentation des Droits de l'Homme conjuguent de la documentation, des conférences, des consultations psychologiques, des consultations juridiques, l'accueil et le soutien des représentants de travailleurs d'entreprises, etc. Il conjugue aussi d'une façon générale les partenariats et les associations bénéficiaires avec lesquels il organise des actions, ce dans le but de mutualiser les expériences et démultiplier les actions. En particulier lors d'événements ou d'actions publiques qu'il organise ou qu'il soutient, le CISP a pour principe d'y associer un maximum d'associations partenaires et bénéficiaires afin de leur donner le maximum d'ampleur, soutenir la mobilisation, tout en faisant appel aux médias pour en accroître l'impact.

4. C'est enfin la conjugaison des formations. Leurs bénéficiaires suivent le plus souvent plusieurs formations. Par exemple les membres d'associations féministes assistent aux sessions de l'Université d'automne et la formation à la gestion des associations. Ou bien les militants qui suivent la formation au certificat des droits de l'Homme suivent également la formation à la gestion des associations tout en suivant la formation à la Gestion Positive des Conflits incluse dans le programme du certificat.

En ce qui concerne la pédagogie, on en retiendra trois traits :

a. D'une façon générale, la participation active des personnes formées est requise par les formateurs, sous forme d'ateliers le plus souvent, mais aussi sous la forme de mises en scène ou en situation. Le principe de co-construction est aussi à l'œuvre dans les formations, les bénéficiaires apportant leurs propres expériences. Ces formes de participation active ne sont pas seulement la traduction d'un principe de fonctionnement démocratique du groupe, c'est aussi un principe d'efficacité qui accélère tant l'assimilation que l'appropriation des contenus par leurs bénéficiaires.

b. C'est aussi le principe de l'expérimentation et du travail de terrain avec des retours de celui-ci entre les sessions des formations, également présent dans la plupart des formations.

c. Ce sont aussi le recours à des outils pédagogiques hétérodoxes.

Le jeu comme outil pédagogique est introduit dans de nombreuses formations. C'est évidemment le cas de la philosophie pour enfants. Ce sont aussi les jeux de rôle, les jeux de cartes, pour les jeunes, les enfants et les adultes.

Ainsi un bénéficiaire de la formation d'« Un monde selon les femmes » dira :

« J'ai été étonnée par le caractère ludique des formations. Les participants sont obligés de rester éveillés à tout moment. On ne peut pas s'ennuyer. »

Une psychologue qui a suivi la formation à la thérapie contextuelle dira également :

« Pour moi la méthode utilisée était très agréable, J'ai eu l'impression qu'on était tout le temps en récréation, tout en travaillant beaucoup. »

D'autres traits caractérisent l'action et les formations du CISP.

Il y a leur adaptation au contexte algérien. Que les formateurs étrangers soient capables d'adapter leur enseignement au contexte algérien est un souci constant du CISP. À part quelques bévues, naïvetés et mises des pieds dans le plat, les formateurs étrangers sollicités apprennent vite et apprennent beaucoup dans leur propre discipline à travers leurs échanges avec les participants aux formations. Les formations à la thérapie contextuelle et à la « Clinique de Concertation », notamment en Kabylie et dans le Grand Sud, étonnent leurs bénéficiaires, tant ils correspondent bien à leur propre culture, comme le Tadjmaït.

À l'originalité de la démarche du CISP, il faut ajouter un aspect de ce qui constitue sa force : c'est l'ancrage et la longévité de la présence d'Eveline Chevalier en Algérie et la fidélité des formateurs étrangers à sa personne, dont elle a su s'entourer. Nombre de formateurs étrangers ont accompagné son action dès les débuts de sa présence en Algérie, lors du séisme qui a eu lieu à Boumerdès. Ceci vaut aussi pour les liens créés avec les acteurs du changement en Algérie, ses principaux partenaires.

Un autre trait commun aux différentes formations concerne l'apprentissage du savoir-être en même temps que du savoir-vivre – comme la convivialité – et des savoir-faire.

Cela commence avec le bon accueil des participants. Puis c'est l'apprentissage de l'écoute de chacun, le respect des autres, de leurs idées, de leur dignité. Nombreux sont nos interlocuteurs qui nous ont dit avoir été frappés par l'humilité et la modestie des formateurs étrangers et par leur comportement :

« *J'ai plus appris de leur façon d'être, de leur être humain que de leur expérience* », dit par exemple un psychiatre formé à la thérapie contextuelle.

« *Le formateur à la Gestion Positive des Conflits a été un modèle pour moi dans son comportement de tous les jours, fidèle aux valeurs qu'il transmettait. J'ai appris cette fidélité entre ce que je dis et ce que je fais* », nous dit une coordinatrice de projet du CISP. Ces manières d'être

Il y a aussi le principe de l'ouverture. Celle-ci passe par la présence de l' »intrus « c'est-à-dire de la présence de quiconque passant, souhaite assister aux réunions de « Clinique de Concertation », par la multiplicité des horizons géographiques et disciplinaires tant des formateurs que des bénéficiaires des formations. L'ouverture permet d'éviter le repli sur les petits groupes, les phénomènes de clans ou de club. Le pluralisme le plus large possible est un gage d'ouverture et qualifie la scène démocratique en tant que telle.

À ces différents traits il faut ajouter le soutien aux activités dévolues à l'art et à la culture en général. Art et culture sont à la fois les messagers des droits de l'Homme, des portes d'entrée dans ceux-ci, mais aussi une pratique des droits de l'Homme, un accomplissement de la paix et d'échanges civils. La médiation de l'art permet de dépasser la méfiance ou le rejet du politique, ou d'un message qui peut être perçu comme étranger à la culture algérienne. Sa réception mobilise l'ensemble des ressources de la psyché, intellect et sensibilité, son message étant ainsi plus accessible.

La question de l'art et de la culture est intégrée dans les formations relatives aux droits humains directement qu'il s'agisse du certificat des droits de l'Homme ou des formations sur le genre.

Poésie, théâtre, peinture, histoire sociologie, droit, économie..., sont mis à l'honneur. L'action du CISP avec ses multiples partenaires sur ces domaines qui soutiennent le développement de la pratique de ces activités et des connaissances produites en ces matières participent au renforcement de la culture algérienne, à son ancrage dans la société civile. Elle

permet en même temps à celle-ci d'accéder à cette modernité que signifie la mise en œuvre des droits humains. En donnant aux citoyens les moyens de s'approprier une culture commune, elle contribue à la construction d'une identité commune. Si les générations actuelles ne connaissent pas leur passé en raison des multiples ruptures qu'a connues son histoire, ce travail d'appropriation des œuvres actuelles et passées, tout comme l'apprentissage de son histoire politique permettent de construire cette identité en tant que projet et de transmettre ce patrimoine aux générations futures.

Un autre trait important de l'action du CISP est d'œuvrer à jeter des ponts en direction du politique. Préoccupation importante du CISP, celui-ci y consacre beaucoup d'énergie, ce parce que le politique est le lieu par excellence de l'espace commun. Constatant dans les trois régions où il intervient au début de sa présence en Algérie, Alger, Tizi-Ouzou, Boumerdès, le manque de confiance de la population, de la société civile envers les autorités, les partis politiques et les institutions publiques, qui se manifeste par le refus de travailler avec eux, Eveline Chevalier va déployer des efforts systématiques pour opérer des rapprochements, créer ou recréer des liens. Elle prend soin systématiquement de présenter aux instances politiques et institutionnelles concernées le contenu de ses actions. Elle rencontre sur ce point un succès évident non seulement auprès des maires que des chefs de wilayates, de daïras et des directions ministérielles territoriales, suscitant de la part de ces dernières des demandes de formation en faveur de leurs personnels, inspecteurs de l'Éducation Nationale par exemple. De même dans l'ensemble des formations, les enseignants s'emploient à faire entendre aux bénéficiaires que le politique ne doit pas être considéré comme un ennemi. Les responsables de ces formations disent aujourd'hui que ce message commence à être entendu.

On note par ailleurs que, même si elle n'a pas été introduite selon les exigences de l'instance internationale chargée d'en valider l'extension, la thérapie contextuelle a été introduite dans le cursus universitaire en psychologie à Alger.

Les interventions du CISP sur trois territoires différents illustrent bien la stratégie d'action du CISP sa pertinence et les effets positifs qu'elle produit. Il s'agit des territoires de Bab el Oued, des Eucalyptus à Alger et du travail en partenariat avec le président de l'Étoile Culturelle d'Akbou à Akbou et sa région. Dans ces quartiers sensibles, le CISP travaille avec les partenaires associatifs reconnus sur leur territoire d'intervention, conjugue les actions, les portes d'entrée, comme les activités culturelles, les formations des jeunes et des adultes à la « Clinique de Concertation », au Travail Thérapeutique de Réseau, à la Gestion Positive des Conflits, à la gestion des associations, à la création et à l'animation de CCJ auprès des animateurs et des jeunes, ainsi que l'information et la sollicitation des responsables institutionnels. Dans les deux premiers territoires, bien qu'ayant réussi à laisser des actions pérennes ou des « traces » de celles-ci, l'action, en raison de sa durée limitée, voit sa dynamique de diffusion elle aussi limitée. La situation est fort différente à Akbou avec l'Étoile Culturelle d'Akbou où l'action s'inscrit dans un partenariat qui a commencé avec DDH2 et se poursuit aujourd'hui. Dans l'ampleur de ses activités et la rapidité de leur développement, on peut considérer ce travail commun comme l'aboutissement de ce qui aurait pu se passer dans les deux autres territoires, indépendamment des talents ou du charisme de leurs promoteurs, en particulier ceux du président de l'Étoile Culturelle. Au fil des années l'Étoile Culturelle a su créer des synergies de façon extraordinaire et dispose aujourd'hui d'un très grand rayonnement tant au niveau régional que national.

Sont abordés maintenant plus spécifiquement les résultats de l'action du CISP, dont on peut affirmer qu'ils représentent un pari continuent tenu au-delà des espérances.

On observe d'abord que le CISP et ses partenaires concourent à la construction d'une avant-garde, d'une élite engagée et d'une société civile dont l'importance est généralement sous-estimée.

Il s'agit notamment de combler certaines cassures et trous dans la mémoire algérienne. Aux trous de l'histoire déjà évoqués, s'ajoute la cassure générationnelle qui s'est produite dans la transmission du militantisme et syndical à la suite des années noires et de la régression culturelle au sens large qui a accompagné cette cassure. Il y a l'absence de représentation de la guerre civile sur cette période par les médias et les intellectuels, il y a les cassures liées à la langue et à l'arabisation de l'Algérie. Celles-ci séparent les groupes sociaux entre eux ; la langue de l'arabisation n'est pas la langue parlée qui a permis au peuple algérien de conserver la conscience de son identité pendant les deux périodes coloniales qu'elle a connues. En outre, différents domaines échappent à l'arabisation ; ce sont les disciplines universitaires les moins valorisées, comme les sciences humaines et la philosophie qui ont été arabisées, tout comme les échelons inférieurs de l'administration, tandis que les secteurs de pointe de l'économie et la sphère politique y échappaient. C'est à combler nombre de ces trous et cassures que le CISP s'attelle avec ses partenaires à travers ses différentes formations et les journées-débats qu'ils organisent, comme celles qui sont consacrées, par exemple, à la langue maternelle.

Le CISP et ses partenaires ne se bornent pas à la construction d'une élite engagée, ils concourent au développement du peuple, ce à travers l'éducation des enfants et des jeunes, mais aussi en organisant des actions culturelles itinérantes messagères des droits de l'Homme. Il y a également les tournées itinérantes effectuées par les psychologues et les juristes dans les villages reculés de la Kabylie, destinées à informer les familles en difficulté de l'existence de consultations psychologiques et juridiques afin de les aider sur le plan psychologique et en matière de droits, qu'il s'agisse de leurs droits civils ou de leurs droits humains.

Il s'agit aussi de développer l'esprit critique, d'apprendre à argumenter d'apprendre à écouter autrui, d'apprendre la prise de parole, surtout pour les femmes qui osent rarement s'exprimer.

La formation des élites et du peuple de demain commence dès le plus jeune âge C'est le rôle de la philosophie pour enfants notamment, de l'apprentissage de la Gestion Positive des Conflits, et de l'apprentissage des droits des enfants. Ces matières sont intégrées comme matières d'enseignement à part entière dans différentes écoles, et y sont formés des enseignants, des Inspecteurs d'Académie, des directeurs d'établissements scolaires et des animateurs.

Lors d'un focus groupe un enseignant observe :

« La philosophie pour enfant est l'outil le plus formidable pour développer l'esprit critique et d'analyse. La communication entre les enfants a changé. Ils disaient beaucoup de gros mots et ils étaient mal polis. Leur langage a changé et ils sont plus respectueux entre eux. Ils n'attendaient que cette matière là avec impatience, qui avait lieu deux fois par semaine. Ça leur a donné envie d'apprendre ; ils travaillent mieux dans les autres matières. Sauf exception, ils sont tous passés en sixième. »

Est maintenant abordée la réception par leurs bénéficiaires des différentes formations.

Une avocate fort engagée dira : *« Tous ces acquis m'ont aidée. Le CISP m'a donné des connaissances, de la confiance en moi et du courage. »* Ce type de propos est exemplaire de l'ensemble des réponses à la question concernant ce que les bénéficiaires ont reçu des formations. On observe que globalement d'une formation à l'autre les effets sont les mêmes, ce qui vérifie la cohérence de la démarche du CISP et sa pertinence.

Par exemple, un psychiatre qui a suivi la formation à la thérapie contextuelle dira :

« Sur le fond cette démarche est extraordinaire, c'est très profond, très bénéfique, ce n'est que du positif. Je l'utilise tout le temps, y compris dans ma vie personnelle. »

Ce double effet au niveau professionnel et personnel n'est pas propre à la thérapie familiale, elle concerne ceux qui ont été formés à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, ceux qui ont été formés à la Gestion Positive des Conflits, à l'engagement et ceux qui ont été formés au certificat des droits de l'Homme, puisque leurs bénéficiaires sont aussi formés à la Gestion Positive des Conflits.

En ce qui concerne les formations à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, nos interlocuteurs observent non seulement qu'elles sont très utiles dans leur travail, qu'elles augmentent considérablement leur capacité d'intervention, qu'elles leur ont appris la valeur de tisser de bons liens avec les familles et avec leurs collègues de travail, mais aussi qu'elles font des émules autour d'eux :

« Nous professionnels, nous ignorons trop souvent la force des familles que nous accompagnons, J'ai vraiment beaucoup appris ; c'est un autre monde », dira une psychologue.

« Je suis fière de mes usagers ; quand je vois tout ce respect, toute cette confiance, toute cette considération et cette continuité dans le lien, je continue, je suis très fatiguée, mais heureuse ; c'est un bonheur », dira une autre psychologue.

Le bonheur de travailler de cette manière traduit la possibilité, donnée aux professionnels de donner leur plein sens à leurs missions, de réconcilier les aspirations professionnelles avec les valeurs qui les fondent, ici le mieux être pour les familles, avec leur pratique effective. Cette cohérence renvoie à la quête de sens, qu'Aristote lie à *Éros*, le fait de participer au « bonheur public », selon les termes de Montesquieu, et de rétablir le dialogue de soi à soi dans les termes de la *philia*, l'amitié selon les grecs. Cet effet concerne lui aussi l'ensemble des domaines d'action du CISP, comme le dit par exemple un jeune qui suit la formation du certificat des droits de l'Homme : *« Je prends conscience de ce que je peux faire quelque chose pour que ça change dans mon pays, ça donne du sens à ma vie. »* Outre le plaisir que donne le fait de participer au bonheur public, l'engagement, lorsque ses acteurs en voient les effets escomptés est un puissant facteur de mobilisation, comme le montre l'une des citations précédentes.

À propos de la formation à la Gestion Positive des Conflits qu'elle a suivie, la directrice du Centre d'Écoute de Sidi Ali à Akbou qui a suivi de nombreuses formations dira : *« Je peux dire que j'ai suivi un sacré nombre de formations, avec ou sans le CISP. Et pourtant je peux dire que ce sont celles du CISP qui m'ont le plus marquée ; je les utilise tout le temps. »*

Pour ceux et celles qui ont suivi les formations relatives au genre, aux discriminations et aux violences faites aux femmes, ou l'Université d'automne sur les mêmes thèmes, ce qu'il en ont le plus souvent retenu c'est un changement complet de la vision de la question du genre, la prise de conscience de leurs propres préjugés, la question du féminisme musulman, sa découverte et l'importance de l'impact que ce féminisme peut produire sur les combats en Algérie, dans la conjoncture actuelle. Ils ont en outre noté l'intérêt de l'apport des connaissances sur le sujet et de la mixité des formations.

On constate d'ailleurs que ce changement de vision porté ici sur la question du genre est un résultat constant d'une formation à une autre. C'est vrai pour le changement de regard sur les familles et leurs collègues de la part de ceux qui ont suivi les formations à la thérapie contextuelle, ou à la « Clinique de Concertation », c'est aussi le changement réciproque des regards des familles sur les professionnels. C'est également vrai pour les enfants, les jeunes et les adultes formés à la Gestion positive des Conflits et, réciproquement sur les adultes, les jeunes et les enfants...

Ceux qui ont suivi les formations au certificat des droits de l'Homme ont pris conscience de l'importance des contenus traités. C'est ce que nous disent plusieurs jeunes rencontrés lors d'un focus group et qui renchériront les uns sur les autres. : *« Nous, algériens,*

nous sommes des têtes vides. La formation nous a ouvert les yeux sur l'intérêt de l'économie, de la sociologie, de l'histoire. »

Vont être abordés maintenant le développement et les modes d'essaimage des actions du CISP.

L'action du CISP dans le temps peut-être caractérisée par trois traits : la continuité, le développement et l'extension territoriale.

1. Continuité

Dès le début de son action le CISP a déjà une vision d'ensemble des activités à mener et ses principales actions sont en place dès DDH1. C'est le cas du soutien aux familles et des enfants en difficulté ou traumatisés par la décennie noire et par le séisme qui a eu lieu à Boumerdès, la formation destinée aux professionnels de terrain, harassés et débordés par les situations, pour les soutenir, les aider à mieux les prendre en charge et à s'organiser en réseau. Les communes et les professionnels concernés ont d'ailleurs accueilli à bras ouverts les formateurs, ce qui a favorisé l'ancrage du CISP dans cette région de la Kabylie. C'est aussi le soutien à la société civile par les formations qui visent l'apprentissage de la gestion des associations ; c'est également la promotion des droits de l'Homme à partir du soutien aux activités de la LADDH et de la création des universités d'été destinées aux militants des droits humains. Ces activités seront régulièrement poursuivies jusqu'à aujourd'hui.

Trois de ses principaux et plus importants partenaires, l'AFAK, La Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'Enfance et la LADDH sont déjà associés à son action, bientôt rejoints, avec DDH2 par l'Étoile Culturelle d'Akbou qui, à partir de ce moment là, orientera l'ensemble de ses nombreuses activités sur les droits de l'Homme.

2. Développement

Le programme de DDH2 développera dans la continuité de DDH1 les actions entreprises tandis que le certificat des droits de l'Homme est mis en place au début de DDH2.

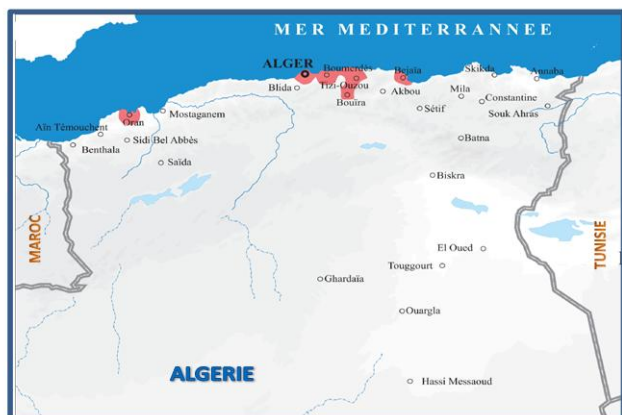
Le passage de DDH2 à DDH4 marque un tournant important dans le développement du travail du CISP en raison de son rayonnement et des efforts consentis pour faire connaître ses activités. On compte alors une bonne quarantaine d'associations partenaires et plus de 62 associations bénéficiaires qui sont souvent en même temps des associations partenaires. (Pour ces dernières ce chiffre est probablement sous-estimé en raison de problèmes d'archivage rencontrés à un moment par le CISP). Avec DDH4 de nouvelles formations sont créées, comme celles qui concernent les thèmes relatives au genre. Est aussi proposée la formation d'une vingtaine d'avocats qui assurent la défense des défenseurs des droits de l'Homme. Très récemment a été créé l'Observatoire National pour un procès équitable, dont les membres ont été formés par la LADDH avec le soutien du CISP. Les premiers Conseils Communaux des Jeunes et les premiers Conseils Consultatifs des Jeunes sont créés au cours de DDH4 à Alger puis à Akbou ; ils feront rapidement des émules, comme à Chelatta, à Batna , à Biskra, à Skikda et à Guelma où ils sont en cours de constitution.

Un outil important de développement des activités du CISP passe par le passage à l'écrit et à l'édition. Celui-ci commence fin 2008, qui ira en s'accéléralant et couvre maintenant l'ensemble des activités du CISP. Ceci signifie que celles-ci sont accessibles à des publics bien plus larges que ceux que ses actions touchent directement.

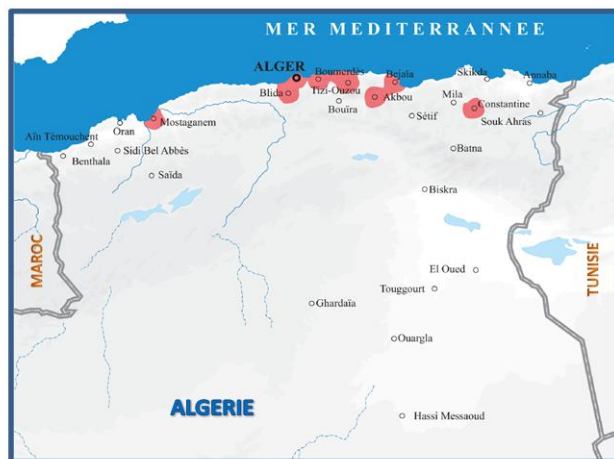
3. Extension territoriale

Les cartes qui suivent illustrent bien la croissance exponentielle des activités du CISP, dont l'ampleur est difficile à mesurer compte tenu du nombre de ceux qui, formés par les formateurs pour devenir à leur tour formateurs, contribue à une démultiplication des actions.

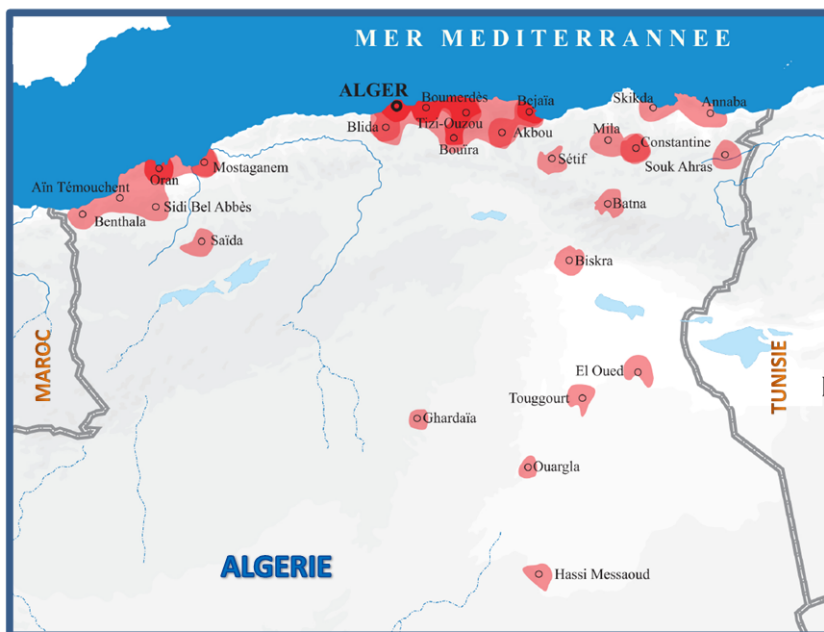
Voici les cartes représentant le passage de DDH2 à DDH4



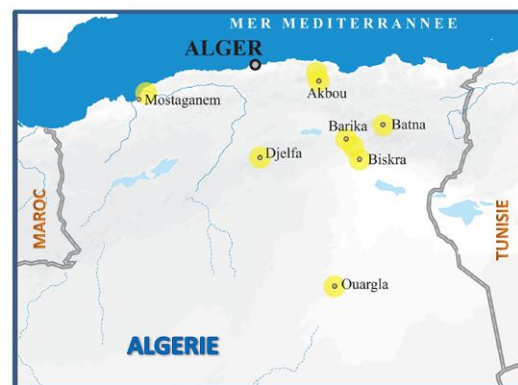
DDH 1 2006-2009



DDH 2 2009-2011



DDH4 avec les MICROS PROJETS; 2012-2015



Les micros projets

Cette extension territoriale se manifeste par le nombre de personnes directement touchées par les actions du CISP.

Par exemple 1200 professionnels sont touchés par le Travail Thérapeutique de Réseau lors de DDH2 et 372 000 usagers en sont bénéficiaires. Il faut multiplier par deux ces chiffres lors de DDH4 c'est-à-dire 2400 professionnels, ce qui fait 744 000 usagers bénéficiaires auxquels s'ajoutent ceux qui, formés lors de DDH1 et de DDH2 poursuivent le travail de réseau et en démultiplient les effets.

À ces chiffres nous ajouterons ceux qui concernent l'ensemble des personnes touchées directement par les différentes activités du CISP au cours de DDH4 : ils s'arrêtent au début du troisième trimestre de l'année 2015 :

- 82 cadres associatifs menant des actions dans les régions d'Alger, Oran, Kabylie Constantine, Batna, sont formés à la gestion de projet et aux droits de l'Homme, soit 2 membres de chacune des 30 associations sélectionnées.
- 170 jeunes formés dans le cadre du certificat aux droits de l'Homme sélectionnés sur leur engagement dans la société civile et leur niveau d'études supérieures.
- 30 personnes relais à la formation aux droits de l'Homme choisis pour leurs compétences d'enseignants en droits humains et leur engagement (20 la dernière année).
- 20 avocats formés aux droits humains du réseau de la LADDH.
- 18 OSC ayant reçu une subvention en cascade et choisies en fonction du côté novateur de leurs propositions en matière de droits humains.
- Environ 6300 jeunes et universitaires bénéficiant des conférences sur les droits de l'Homme, dans les universités des 4 zones.
- 120 jeunes se sont engagés dans des mini rencontre résidentielles (Université d'été, Université de printemps)
- 15 jeunes issus du milieu associatif ont suivi des formations à l'élaboration de mini documentaires sur les droits de l'Homme.
- 216 adultes animateurs pour le manuel « Graine de citoyen ».
- 6125 jeunes recevant l'outil « Graine de citoyen » sur les trois territoires choisis où des activités ont déjà été initiées par les partenaires.
- 360 professionnels de l'éducation touchés directement par les formations à la GPC, « Graine de citoyen » et les troubles du comportement chez l'enfant.
- 550 élèves ont suivi des activités de prévention de la violence à l'école.
- 193 jeunes ont bénéficié des activités scolaires de l'École du Jeune Citoyen dont 148 filles.
- 192 jeunes dont 110 filles fréquentent comme adhérents le Centre Sidi Ali d'Akbou.
- Environ 4400 jeunes, dont la moitié de filles, ont bénéficié des sensibilisations à la citoyenneté active et aux droits des enfants sur le territoire d'Akbou.
- 130 jeunes sont dans les CCJ sur Akbou, Chelatta, Batna, Biskra, Skikda, Guelma.
- Environ 5000 personnes ont bénéficié des sensibilisations sur les CCJ sur les 6 territoires.
- 50 participants ont bénéficié des rencontres France /Bejaïa sur les CCJ.
- 462 personnes ont bénéficié de consultations psychologiques sur le territoire d'Akbou, et 120 personnes de consultations juridiques.
- 30 personnes formées à l'Université d'automne relative au genre, à la discrimination et aux violences faites aux femmes.
- 30 personnes formées dans le cadre du projet « Le Monde selon les femmes ».
- 185 professionnels de l'Éducation Nationale, formés à la GPC et 400 enfants bénéficiaires par an dans le cadre des actions croisées sur la commune de Bab el Oued à Alger.

- 60 professionnels suivent des formations à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, dont une trentaine à Akbou.

- Plus de 500 personnes ont fréquenté l'espace de travail sur la « Clinique de Concertation » et le Travail Thérapeutique de Réseau.

Et 18 associations ont été formées à la gestion de projet aux Eucalyptus où a été créé un CCJ.

Nous évoquerons maintenant les effets du développement des activités du CISP dans leur contenu.

En matière de droits humains nos interlocuteurs, comme par exemple les responsables du Centre de Documentation des Droits de l'Homme à Bejaïa, disent être dépassés par le travail et les demandes de la part de travailleurs d'entreprises pour leur défense. Ils disent aussi avoir créé un Comité de Veille et de Sauvegarde de Libertés qui commence à avoir une portée nationale. De même les juristes qui assurent des consultations juridiques en matière de droits civils et de droits humains sont eux aussi débordés par la demande. Avec l'Étoile Culturelle d'Akbou la LADDH a créé une émission de radio hebdomadaire où tous les sujets tabous sont traités, ce qui eût été impensable il y a dix ans, précise le Président de l'ECA. Ceci montre bien les effets du travail accompli en matière de droits humains par ces deux organisations au niveau de la Kabylie.

Le développement des effets de l'activité du CISP passe par les relais que font les bénéficiaires des différentes formations. Il passe notamment par l'organisation en réseau des associations. Il faut à ce propos noter une particularité du rôle du CISP. Dans un rapport effectué pour le compte de l'Union européenne, paru en 2015, sur l'état des lieux des associations algériennes, ses auteurs observent que très peu d'associations utilisent internet pour s'associer en réseau. Or nous observons le contraire s'agissant des associations dont les membres ont été formés par le CISP. De nombreux jeunes leaders associatifs s'organisent spontanément en réseau, ou bien sont encouragés en ce sens par les formateurs.

L'Étoile Culturelle d'Akbou est à l'avant-garde de la construction de la Fondation Anna Lindh à laquelle a participé le CISP, un réseau des réseaux qui compte plus de 4000 associations. L'ECA est aujourd'hui le chef de file de 160 associations algériennes que compte ce réseau. Elle a réussi à les rallier à la question du « vivre ensemble » et à celle du soutien aux populations défavorisées. En partenariat avec le CISP, elle monte notamment un consortium d'associations sur une dizaine de wilayate pour la promotion des droits de l'enfant.

La LADDH a créé un réseau d'experts réunissant des juristes, des enseignants, des universitaires. Des militants de la Ligue se sont organisés en réseau indépendamment du soutien de celle-ci. Un étudiant du certificat des droits de l'Homme a créé, il y a deux ans, un réseau intitulé « notre réseau », couplé avec un second site, « les douaniers de l'information » qui informe les membres du réseau des événements relatifs aux questions des droits de l'Homme. Des étudiants ont pour projet d'établir, en collaboration avec Amnesty International et le CISP, une cartographie des associations qui existent sur l'ensemble du territoire algérien. Dans le cadre d'une subvention en cascade, un jeune annonce que son association va créer un web-télé-info pour « favoriser les initiatives citoyennes et organiser l'identité locale. » Les pouvoirs publics les accueillant à bras ouverts, ils vont avoir accès à toutes les structures concernant la jeunesse au niveau de la wilaya.

Pour terminer sont présentées les demandes adressées au CISP, les critiques dont il est l'objet, les suggestions qui lui sont proposées et, pour finir, l'appréciation globale des activités du CISP par ceux qui en ont bénéficié.

Les demandes les plus importantes concernent, d'une part le suivi des formations et cette demande est massive, d'autre part des informations régulières sur les activités du CISP. De telles informations permettraient d'entretenir les énergies et peuvent représenter, pour ceux qui se plaignent de ne plus recevoir de comptes-rendus des formations à la « Clinique de Concertation », une forme de formation continue. D'autres se plaignent de se sentir abandonnés. Pourtant, dans le projet de DDH1 figurait déjà l'intention d'établir une lettre de liaison, une liste électronique des personnes ressources, – elle aussi souhaitée – et un annuaire des associations. Ceci n'a pu être mené à bien, faute de moyens et de temps disponible suffisant. Pourtant, au niveau actuel de développement des activités du CISP, il paraîtrait important de pouvoir consacrer du temps à ce type de travail. Ceci nous amène à évoquer les critiques dont le CISP est l'objet. Elles sont dues au fait que les bénéficiaires ignorent les conditions de travail du CISP et l'écart considérable qui existe entre les moyens dont il dispose et l'ampleur de ses actions ; ou bien ils ignorent certaines dimensions de son approche.

Sur le fond certains regrettent, c'est le cas du responsable pédagogique du certificat des droits de l'Homme, que les droits économiques et sociaux ne tiennent pas une place plus importante dans les formations. Comme le souligne Tariq Ramadan, « le marché mondial, la spéculation et les transactions financières virtuelles vident de leur sens les approches et les discours politiques sur les États de droit, la citoyenneté effective, la fin de la colonisation, l'indépendance des nations, l'aide au développement et l'autonomie.² »

Malgré ces réserves nos interlocuteurs ont à l'unanimité porté un jugement très positif sur l'action du CISP tant dans son contenu que dans ses formes. Ils insistent bien souvent sur l'intérêt de rencontres entre militants associatifs venus d'horizons très variés quant à l'objet de leur association et quant à leur origine géographique, de telles rencontres faisant tomber la méfiance et la peur, donnant confiance en soi et motivant pour l'action.

² Tariq Ramadan, « Les musulmans et la mondialisation », Islam et démocratie, *Pouvoirs*, Paris, Seuil, 2003, p. 97-110.